

LES ACCORDS DE LUSAKA SUR LE CONGO (Le Potentiel, 21 mars 2000) :

Perspectives pour une véritable réconciliation nationale.

Alafuele M. Kalala

Rassemblement pour une Nouvelle Société (RNS)

Washington, D.C. le 26 Février 2000

Il ne fait point de doute, pour un observateur averti, que les prochains mois vont être critiques pour l'avenir du Congo : Ou les Congolais et la communauté internationale vont choisir la voie de la paix et de la réconciliation nationale ou ils vont poursuivre la logique de la guerre et de la destruction avec tout le cortège de larmes et de souffrances que cela implique et, à terme, un éclatement très probable du pays. Devant pareilles alternatives, l'on serait tenté de penser que le choix est facile. Mais, bien à tort, car ce serait sans compter avec la myopie mentale à laquelle condamne toute poursuite aveugle du pouvoir et des intérêts matériels immédiats.

QUE FAUT-IL DONC FAIRE POUR SAUVER LE CONGO ?

1. Tout d'abord, promouvoir un sursaut nationaliste fondé sur un sens net du compromis et de sa responsabilité à l'égard des autres.

Les Congolais doivent prendre toute la mesure de la situation critique que traverse leur pays, faire l'examen de tous les dangers qui les hantent et s'engager, comme par un dernier sursaut nationaliste inévitable, dans la voie de la paix et de la réconciliation nationale. Ils doivent accepter d'œuvrer pour la paix quelque légitime que puissent être les raisons de continuer la guerre. Le problème auquel on a à faire au Congo et dans la région des Grands Lacs est un problème politique, et à ce titre, il ne connaîtra pas de solution militaire. Il n'y a, dans l'histoire, que des victoires - et non des solutions - militaires. Il faut toujours -et il faudra au Congo- tôt ou tard œuvrer pour une solution politique. Celle-ci exige le sens du compromis et la conscience des intérêts réels des uns et des autres.

La crise congolaise actuelle procède d'un enchevêtrement historique complexe des facteurs tant internes qu'externes. On a donc tort chaque fois que l'on tente de réduire cette crise à une seule cause. Pour trouver une solution durable, il importe absolument de la saisir - cette crise ou la problématique - dans toute sa complexité. Il nous faut aussi comprendre que, pour être durable, une solution doit être juste. Certes, le pays est sous occupation. Mais, cela ne nous aide guère de juste dénoncer celle-ci. Il est utile de s'ingénier à identifier les intérêts légitimes des uns et des autres et d'avoir la volonté de forger des compromis qui répondent à ces intérêts, tout en sauvergardant, bien sûr, les intérêts légitimes du peuple congolais et en défendant à tout prix notre souveraineté nationale et l'intégrité de notre pays, toutes deux des données non-négociables.

2. Deuxièmement, mesurer la pertinence circonstancielle de l'Accord de Lusaka de cessez-le-feu sur le Congo et endosser l'opportunité qu'il présente pour le pays.

Fort de la reconnaissance de l'enchevêtrement des facteurs internes et externes dans la crise congolaise, qui, en somme, dure depuis plus de quatre décennies, nous avons depuis 1996 demandé la tenue d'une Conférence internationale sur le Congo (jadis Zaïre) comme le seul moyen d'œuvrer pour une solution durable au Congo, en Afrique centrale et dans la région des Grands Lacs. Devant la réticence de la communauté internationale à organiser une telle conférence, nous avons alors, dans le plan en onze points du RNS du 7 Août 1998 qui comportait les conditions pour une solution politique durable au Congo, préconisé la tenue, sous les auspices des Nations Unies et de l'Organisation de l'Unité Africaine, d'une Conférence Politique Spéciale sur le Congo. Dans cette perspective, les chances de succès des accords de Lusaka tiennent au fait que les sommets de Lusaka et tous les autres qui y ont été associés ont été, en somme, des mini-conférences internationales sur le Congo. Une caractéristique qui a, sans doute, été renforcée par la Session Spéciale du Conseil de Sécurité sur le Congo qui s'est tenue du 24 au 31 Janvier dernier à New York et qui, pour la première fois, dans l'histoire des Nations Unies, a réuni au Conseil de sécurité, pour statuer sur le problème d'un pays, des Chefs d'État et d'autres représentants des pays non-membres du Conseil de Sécurité. Indubitablement, comme il en ressort clairement de la Résolution 1291 que le Conseil de Sécurité vient d'adopter à l'unanimité sur le Congo, les Nations Unies ont choisi d'endosser complètement les Accords de Lusaka du 10 Juillet 1999 sur le Congo et d'en faire une responsabilité de la communauté internationale dans son ensemble.

En acceptant de mandater les troupes de maintien de la paix au terme du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et en appelant toute la communauté internationale à soutenir le processus de paix au Congo, les Nations Unies ont enfin choisi d'apporter leur soutien, un soutien fort remarquable, au peuple congolais dans sa longue quête pour une paix durable, pour un État de droit et pour une société de justice et d'équité. Les Congolais doivent maintenant se montrer dignes de ce soutien et comprendre qu'il s'agit ici d'une chance unique qu'ils doivent embrasser avec enthousiasme et chercher quasi-frénétiquement à exploiter avec diligence, car, comme toutes les belles opportunités que le destin n'offre que par moments, celle-ci aussi a un caractère éphémère. Certes, la communauté internationale ne tardera pas à nous tourner le dos, si elle se rend compte que nous ne savons nullement apprécier la chance que les autres nous offrent : il y a toujours, sans doute, dans le monde d'autres problèmes auxquels ils peuvent consacrer leurs efforts et leurs ressources. A ceux-là qui pensent que l'on ne peut ni réconcilier ni démocratiser un pays sous occupation et que la toute première condition à remplir est de mettre fin à l'occupation, nous aimerions bien demander de se référer à l'histoire, une histoire récente : celle de ces soixante dernières années. Le Japon a été démocratisé alors qu'elle était sous occupation américaine. La démocratisation de l'Allemagne ne s'est-elle pas, elle aussi, faite alors que le pays était occupé d'un côté par les alliés occidentaux et de l'autre par l'Union Soviétique ? Ce qui a été déterminant ici a été la compréhension heureuse par les Américains et leurs alliés européens, contrairement à l'attitude qu'ils avaient adoptée après la Guerre de 14-18, que la meilleure chose à faire pour bâtir une paix durable n'était pas d'humilier ces pays qui avaient été vaincus et à qui l'on avait sûrement beaucoup à reprocher, mais plutôt de les aider à se doter des institutions judiciaires et d'un État de droit. Voilà ce qui a garanti la plus longue période de paix que l'Europe ait connue et qui incontestablement jeta les bases de la formation d'une Europe unifiée. Cette Europe unifiée n'est-elle pas en train de se bâtir autour d'une coalition franco-allemande, une coalition entre deux pays qui, jusqu'il y a cinquante-cinq ans, étaient, pratiquement, constamment en guerre ? Ceux qui ont pensé l'Europe d'après-guerre ont sûrement eu raison de

se dire que les démocraties s'en vont difficilement en guerre et qu'à longue, la solution était d'aider les uns et les autres à se démocratiser. Ce qui importe donc aujourd'hui pour le Congo, l'Afrique centrale et la région des Grands Lacs est que la communauté internationale s'engage, de bonne foi, à aider les Congolais à se doter, eux aussi, d'institutions judicieuses et d'un État de droit, seuls garants de stabilité et de prospérité, à long terme.

3. Troisièmement, il importe alors embrasser sans réserve le « Débat National ». Il est évident que, si nous devons être tous animés d'un profond souci de véritable réconciliation nationale, les négociations politiques inter-congolaises telles que prévues dans les Accords de Lusaka ne devraient faire peur à personne. Il s'agira ici de nous retrouver entre fils et filles du Congo pour réfléchir collectivement sur la tragédie qu'affronte notre pays depuis plus de quatre décennies autant que sur la meilleure manière de sauver l'avenir, de mettre fin à la misère indicible de notre peuple et de donner, finalement, une chance aux générations futures. Il ne s'agira donc pas faire le procès ni des uns ni des autres. Il ne s'agira donc pas d'aller régler des comptes. Dans le drame que vit le Congo actuellement, il y a suffisamment de blâme pour tout le monde. La responsabilité est collective et nous ferions peut-être mieux de mesurer la nôtre d'abord avant de nous décharger sur les autres. Nous n'aurions, en tout cas, rien à gagner mais plutôt tout à perdre de nous appesantir, outre mesure, sur le passé. Ce dont il s'agit aujourd'hui c'est de sauver l'avenir et de redonner le sourire aux fils et aux filles du Congo.

Mais, pour réussir le "Débat National" tel que prévu dans les Accords de Lusaka sur le Congo, les conditions suivantes doivent absolument être remplies, par les Congolais :

(a) Comprendre que les négociations politiques inter-congolaises doivent absolument réussir et que leur échec sera l'échec de tout le processus. Nul ne sait où cela pourra mener. Où en serions-nous aujourd'hui si le processus de la Conférence Nationale Souveraine avait réussi ? Il incombe à nous tous de méditer là-dessus.

(b) Penser ces assises prochaines comme un événement fondateur, comme un événement de portée historique qui soit de nature à marquer le psychisme des générations futures des Congolais, un événement qui serait à la hauteur de l'Assemblée nationale constituante de 1789 en France ou de la Convention de Philadelphie de 1787. Pour cela, la sélection des participants devra se faire dans la transparence et avec la ferme volonté de chercher à y envoyer les meilleurs parmi nos fils et nos filles. Il faudra absolument que ceux qui veulent aller à ces assises cherchent à y aller, non point pour se positionner politiquement ni pour assurer leur avenir politique, mais pour apporter leur franche contribution à l'émergence d'une nouvelle ère de paix et de prospérité, non seulement pour le Congo, mais pour l'ensemble de la région, voire pour toute l'Afrique. Il en va ici de la responsabilité et de la maturité politiques de la classe politique congolaise, voire de l'ensemble de la société congolaise. J'en appelle donc au bon sens de mes compatriotes et à l'amour qu'ils ont ou qu'ils devraient avoir pour leur pays et pour les leurs. Il importe ici que les Congolais cessent de chercher simplement à se positionner -politiquement- et qu'ils fassent plutôt preuve d'une véritable responsabilité politique, qu'ils apprennent à privilégier le processus plutôt que des individus et/ou leurs intérêts immédiats et qu'ils comprennent finalement que nos intérêts individuels et ceux de nos fils et de nos arrière-arrière-petits-fils ne seront garantis que si les intérêts du Congo et de la région sont garantis.

(c) Se déterminer à amorcer une ère de dialogue, avec la nette compréhension que nous avons tout à gagner de l'amour et de la tolérance et tout à perdre de la haine et de la violence. Nous devons être disposés à tendre la main et à parler même à nos pires ennemis pour leur faire comprendre, entre autres, qu'il n'est point de problème humain qui ne soit absolument sujet à nul compromis et que le dialogue vaut toujours mieux que la violence. Qui plus est, nous sommes des pays pauvres, très pauvres. Toutes ces ressources que nous dépensons à nous entre-tuer et à détruire le peu que nous avons peuvent être mises à bon usage. Le Congo est immense et, surtout dans l'état de délabrement où il se trouve aujourd'hui et de la misère indicible dans laquelle croupit son peuple, il y a sûrement de la place pour tout le monde, en tout cas pour quiconque voudrait travailler à la reconstruction de ce pays.

(d) S'engager à forger un consensus politique large et profond qui aboutisse à l'unification des forces armées et à la formation d'un gouvernement d'union nationale. Pour ce faire, le dialogue national se devra d'être réellement représentatif du peuple congolais dans son ensemble. Il va s'en dire qu'afin de permettre de réaliser une telle représentation de la société congolaise sans nécessiter un nombre démesuré des délégués, les formations politiques congolaises et celles de la société civile devraient bien penser à former des coalitions qui, elles, enverront leurs représentants qui seront alors des délégués dûment mandatés. Il ne fait point de doute que, si elles devaient accepter de procéder de la sorte, cela ne pourrait, au reste, que maximiser leur impact au cours des assises elles-mêmes.

(e) Avoir la volonté de s'assurer que les intérêts (politiques, de sécurité ou autres) légitimes de diverses parties au conflit seront sauvegardés, en même temps que le peuple congolais sera pleinement rétabli dans sa souveraineté incontestable. Il n'y a point, dans l'histoire du monde, ni de bonnes solutions ni des solutions durables qui ne tiennent pas compte des intérêts légitimes de toutes les parties au conflit.

(f) Avoir la volonté d'amorcer le processus d'édification des institutions judiciaires qui, seules, à la longue, vont garantir, non seulement la normalisation de la vie politique au Congo, mais aussi et surtout la paix et la stabilité en Afrique centrale et dans la région des Grands Lacs. Les hommes passent, les institutions restent. Il y a longtemps qu'on l'a dit. Seules les institutions peuvent garantir l'avenir d'un peuple. Cessons de nous laisser leurrer sur ce point.

(g) Pour les membres du gouvernement congolais actuel, comprendre qu'à terme, paradoxalement peut-être, leur survie politique dépendra de leur engagement à œuvrer de bonne foi à l'aboutissement du processus issu des accords de Lusaka. Aujourd'hui, plus que jamais, ces accords sont incontournables, en tout cas, si l'on veut, dans l'immédiat, rechercher une solution durable au Congo et dans la région des Grands Lacs. Dans ce sens, "les consultations nationales" qu'ils viennent de convoquer peuvent toujours être utiles si elles ne comportent pas la malice de tenter de contourner le processus des accords de Lusaka ou de le contrecarrer. Évidemment, les Congolais auront toujours quelque chose à gagner chaque fois que certains d'entre eux se mettront ensemble pour discuter, en toute bonne foi, de leur destin collectif.

Finalement, il est tout à fait évident que le Congo et les régions de l'Afrique centrale et des Grands Lacs sont en train de traverser une des périodes les plus difficiles et les plus malheureuses de leur histoire. Cependant, comme un vieux dicton le dit "à quelque chose malheur est bon !". Ce qui est donc important aujourd'hui, ce n'est pas tant de déplorer le passé, mais que nous

fassions de tout notre mieux pour sauver l'avenir et en faire quelque chose de différent, de complètement différent de ce qu'a été le passé et de ce qu'est notre présent. Nous devons tout faire pour nous assurer que le soleil finira finalement par briller au cœur de l'Afrique, que l'avenir, l'avenir de nos enfants, celui de nos petits-fils et celui de nos arrière-arrière-petits-fils sera différent de ce qu'aura été le nôtre. Certes, le Congo peut encore être sauvé et les accords de Lusaka peuvent être conduits à réussir. Ce qu'il faut, c'est la détermination et la volonté politique des Congolais et de la communauté internationale. Tout ce que la communauté internationale peut faire, c'est de nous assister dans la voie que nous nous aurons nous-mêmes tracée. Il est bien évident qu'elle ne saura jamais nous imposer quoi que ce soit contre notre propre volonté. Elle ne saura, en tout cas pas, ni nous guérir ni nous immuniser contre nous-mêmes. C'est à nous donc que revient le dernier mot, et n'oublions pas, comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, que nous serons toujours les premiers bénéficiaires, sinon les premières victimes, de tout ce qui se fera de positif ou de négatif au Congo. Ce sont donc nos vies et la vie des nôtres qui sont ici en jeu. C'est donc absolument avec mesure, intelligence, amour et circonspection qu'il faut que nous nous en occupions. La passion est toujours bonne. Elle peut nous permettre de réaliser de grandes choses, mais si elle n'est pas éclairée par la lumière et la sagesse de la raison, elle peut, très vite, devenir l'artisan de notre propre ensevelissement. Prenons garde ! Osons le changement ! Osons encore croire dans le Congo pour que finalement vive le Congo, vive la terre de nos ancêtres, toute libre et toute prospère ! Tel est, en tout cas, l'appel que je lance à mes compatriotes, en ce début d'un nouveau siècle et d'un nouveau millénaire : Le Congo peut encore être sauvé ! Le tout ne dépend plus aujourd'hui que de nous.